

250 Fcfa

N° 247 / Mardi 19 Août 2025

QUOTIDIEN

## UNIVERSITÉS PRIVÉES

Halte aux  
faussaires

▶ À l'avant-veille de la prochaine rentrée académique, certains Instituts privés d'Enseignement supérieur s'illustrent par des publicités trompeuses. Dans un grand tapage médiatique, ils annoncent des partenariats douteux avec les universités étrangères et proposent des formations aux contenus incertains. Une situation qui a poussé le ministre d'État, ministre de l'Enseignement supérieur, le Pr Jacques FAME NDONGO, à tirer la sonnette d'alarme. **Lire notre focus. P4**

## ROUND UP

UNIVERSITE DE DOUALA

Le complexe de la  
professionnalisation  
séduit

▶ Le 15 août dernier, les membres du conseil d'administration de l'Université de Douala ont découvert, à travers une visite guidée, les atouts du complexe dédié à la transformation des savoirs théoriques en compétences pratiques. **P3**

PHOTOGRAPHIE

Le monde derrière  
l'objectif

▶ Ce 19 août 2025, le monde célèbre la journée mondiale de la photographie. À Yaoundé, les acteurs de ce noble art peinent encore à tirer pleinement profit de leur activité, contrairement à ce qui s'observe sous d'autres cieux. **P2**

## ECHOS

AXE MAROUA-KOUSSERI

Cinq élèves  
toujours en  
captivité

▶ Le drame qui s'est déroulé le 13 août dernier sur l'axe Kousseri-Maroua continue de hanter l'Extrême-Nord. Six passagers, parmi lesquels cinq élèves âgés de 13 à 19 ans, demeurent prisonniers de leurs ravisseurs. **P2**

Cours de préparation  
IRIC 2025698 933 346  
677 137 263

## AXE KOUSSERI-MOROUA

# Cinq jeunes toujours aux mains des ravisseurs

► Le drame qui s'est déroulé le 13 août dernier sur l'axe Kousseri-Mora continue de hanter l'Extrême-Nord. Six passagers, parmi lesquels cinq jeunes élèves âgés de 13 à 19 ans, demeurent prisonniers de leurs ravisseurs.

Par Wilfried NTOUDA

**P**arti de Kousseri le 12 août en fin d'après-midi, un bus de l'agence Touristique Voyage avait fait halte à Zigué pour respecter l'interdiction de circuler après 16 heures. À l'aube du lendemain, le car reprend la route vers Maroua. Mais à quelques kilomètres seulement, des hommes armés surgissent et contraignent le véhicule à s'arrêter. Les assaillants, décrits par les témoins comme des terroristes liés à Boko Haram, embarquent tous les passagers avant d'en libérer une partie. Au final, 16 personnes sont emmenées



de force, puis dix sont relâchées dans la journée. Parmi les otages encore retenus, cinq sont des jeunes en plein parcours scolaire : Easy Brayant Jean Bes-sala, 19 ans, Mbongo Okala Marie Lylys, 19 ans, Tankeu Farelle Marie Faustine, 17 ans, Ntomba Okala Princesse, 15 ans et Nga Albert Raphaël, 13 ans. Tous regagnaient Yaoun-

dé pour retrouver leurs proches. Le sixième otage, un adulte, complète la liste des victimes toujours captives. « Ce sont des enfants, ils n'ont rien demandé à personne. Ils étaient simplement en route pour voir leur famille », souffle, les larmes aux yeux, la tante des jeunes otages.

### L'ombre des rançons

Les ravisseurs ont d'abord exigé 50 millions de F CFA avant de ramener leurs prétentions à 5 millions pour la libération des cinq élèves. Selon une source proche des familles, certains des passagers déjà libérés auraient payé entre trois et quatre millions pour retrouver leur liberté. « Ils nous

present d'envoyer l'argent, sinon ils menacent de tuer les enfants », confie une proche, bouleversée.

### Le silence qui inquiète

Face à cette situation, les familles disent se sentir abandonnées. Ni l'agence de transport ni les autorités locales n'ont fourni d'informations claires. « L'agence Touristique n'a rien dit sur la situation. Même pas un simple communiqué. Les forces de défense n'ont pas non plus donné de suite favorable. Nous demandons que le gouvernement nous vienne en aide. Nous n'avons pas les millions exigés », s'indigne un proche.

## JOURNEE MONDIALE DE LA PHOTOGRAPHIE

# Lumière sur les photographes

► Ce 19 août 2025, le monde célèbre la photographie. À Yaoundé, toutefois, les acteurs de ce noble art peinent encore à tirer pleinement profit de leur activité, contrairement à ce qui s'observe sous d'autres cieux.

Par Inès Marie NGA (stgr)

**A**ssise à son bureau avec un petit gâteau posé devant elle pour son anniversaire, Léa sourit face à l'écran de son smartphone. En un clic, elle se filme et partage la photo sur son statut WhatsApp. Autrefois, la scène aurait été bien différente. On se serait rendu dans un studio photo où il aurait fallu patienter longuement. Les murs tapissés de papier peint auraient offert un choix de fonds variés : jardin fleuri, traineau du Père Noël, tour Eiffel... chacun aurait choisi le décor qui marquerait son souvenir. Aujourd'hui, la facilité et l'instantanéité du smartphone et autres outils de prise de vue semblent avoir remplacé ces rituels d'antan. La

réponse est nuancée : « Grâce aux smartphones, tout le monde peut aujourd'hui prendre des photos facilement, les retoucher et les partager instantanément », explique Berti Berthold, photographe amateur. Ce qui autrefois nécessitait un studio ou un appareil professionnel est désormais accessible à tous. Les selfies dominent désormais les réseaux sociaux, et beaucoup de jeunes se passent volontiers des services d'un studio. Pourtant, certains usages restent indétrônables. « Au mariage, mon mari voulait que ses cousins prennent les photos avec leurs téléphones pour ne pas dépenser », raconte Hawa Dedali. « Mais au final, seules celles du photographe ont fini encadrées. Les autres, quand on a voulu les agrandir, étaient floues. » Même constat chez des jeunes étu-

dants : difficile d'imaginer envoyer une candidature avec un selfie. Beaucoup se tournent vers les studios avec le fameux « drap blanc » en fond pour obtenir des portraits professionnels adaptés à un CV. Jean-Claude Messa, photographe et propriétaire d'un studio à Santa Barbara, confirme : « La lumière, le cadrage et la netteté sont des détails que le téléphone ne peut pas toujours offrir. Chaque photo est pensée pour sublimer la personne et durer dans le temps. Même quand la photo est abîmée elle est toujours récupérable. » Mais le métier semble aujourd'hui moins lucratif : « Quand j'ai ouvert en 2006, je recevais environs dix clients par jour. Aujourd'hui, parfois à peine quatre. Sans les marchés que je gagne dans les événements, je peux me retrouver avec 20 000

francs de recette en trois ou quatre jours. » Pour compenser la baisse de fréquentation, il diversifie ses services : impression de documents, shooting à thème (anniversaire, mariage etc), cadres personnalisés, retouches numériques, voire location de matériel photo. Ainsi, si les studios ne semblent plus indispensables pour immortaliser chaque moment de la vie quotidienne, ils restent pertinents pour ceux qui recherchent des souvenirs de qualité. Leur survie passe par la capacité à



s'adapter aux nouvelles habitudes et à proposer des expériences que le smartphone ne peut pas reproduire.

## CREATION DES COOPERATIVES D'ACTIVITES ET D'EMPLOIS

# 200 jeunes du Mayo-Danay formés et accompagnés

► La ville de Yagoua a abrité, le 16 août 2025, la cérémonie de remise des appuis à la création des coopératives d'activités et d'emplois (CAE) aux jeunes leaders du département du Mayo-Danay, ainsi que des dons aux personnes vulnérables.

Par Wilfried NTOUDA

**D**urant plusieurs semaines, deux cents jeunes issus des onze arrondissements du Mayo-Danay ont bénéficié d'une formation axée sur la création et l'animation d'une CAE, la valorisation intégrée des ressources locales, le développement durable, ainsi que l'identification des niches et opportunités d'emplois. La cérémonie a marqué l'aboutissement de ce processus avec la remise officielle des attestations de fin de formation. Les CAE, structures coopératives permettant aux entrepreneurs indépen-



dants de créer et développer leurs activités économiques, bénéficieront désormais d'un appui institutionnel. En effet, une convention de partenariat a été signée entre l'établissement

de microfinance People Finance et le Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes départemental du Mayo-Danay, en vue du lancement d'un fonds de financement spécifique à ces coopératives. Autre temps fort : la remise de chèques d'un montant de 219 000 F CFA chacun à 200 jeunes de la Jeunesse pionnière du Mayo-Danay

engagés dans la culture du riz. Un financement destiné à booster la production et la commercialisation du riz local, en droite ligne avec la mise en œuvre du Plan Triennal Spécial Jeunes et de la politique d'import-substitution. Le Ministre Mounouna Foutsou a également offert un important don de denrées alimentaires et d'intrants agricoles aux familles et jeunes vulnérables. Ces appuis, distribués via les leaders religieux, traditionnels et associatifs, visent à renforcer la résilience communautaire. Dans son allocution, le membre du gouvernement a invité les leaders locaux à poursuivre l'encadrement des jeunes, qualifiés de «

l'énergie de notre pays ». Il a par ailleurs lancé deux opérations pilotes : « un village, une coopérative d'activités et d'emplois » et « un lieu de culte, une coopérative d'activités et d'emplois », avec l'ambition de faire des chefferies et des espaces religieux de véritables leviers d'insertion socioéconomique. La cérémonie s'est achevée sur une prière interreligieuse, adressée au Chef de l'État, S.E. Paul Biya, pour sa confiance envers un fils du Mayo-Danay appelé à assurer l'intérim au Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, mais aussi pour la paix au Cameroun, avant, pendant et après les prochaines échéances électorales.

# UNIVERSITE DE DOUALA Le Complexe de la Professionnalisation séduit les administrateurs

► Le 15 août 2025, les membres du Conseil d'administration de l'Université de Douala ont découvert, à travers une visite guidée, les atouts du Complexe de la Professionnalisation.

Par Wilfried NTOUDA

**S**ous la conduite du Pr Altante Biboum, coordinatrice du projet, l'événement a été marqué par un mélange d'innovation, d'enthousiasme et de fierté institutionnelle. Dès leur arrivée, les administrateurs ont été accueillis par une équipe de formateurs mobilisés pour l'occasion. Le parcours a débuté au Pôle de Préincubation Entrepreneurial, présenté comme un véritable laboratoire d'idées. Cet espace accompagne les étudiants porteurs de projets innovants et illustre la volonté de l'Université de placer l'entrepreneuriat au cœur de sa stratégie. « L'ambition est claire : transformer les savoirs théoriques en compétences pratiques pour préparer nos étudiants à l'emploi et à la création d'entreprise », a rappelé le Recteur, maître d'œuvre de cette vision.

## Un auditorium pour les étudiants entrepreneurs

Moment fort de la visite : la présentation du tout nouvel Auditorium des Étudiants Entrepreneurs. Conçu pour ac-



cueillir conférences, formations et concours de startups, ce bâtiment moderne se veut un incubateur d'idées et un catalyseur de talents. « Ce lieu est appelé à voir naître les futures entreprises camerounaises », a déclaré le président du Conseil d'administration, impressionné par la qualité des infrastructures et la pertinence du projet. À l'issue de la visite, les administrateurs ont salué le leadership du Recteur et l'implication du Pr Biboum, réaffirmant leur soutien au

développement du Complexe. « L'Université de Douala est sur la bonne voie. Nous ferons tout pour pérenniser et amplifier ces actions », a assuré l'un d'eux. Avec cette initiative, l'Université de Douala confirme son rôle de pionnière dans la professionnalisation et l'entrepreneuriat étudiant au Cameroun. Plus qu'un projet, le Complexe de la Professionnalisation apparaît désormais comme un levier stratégique pour écrire l'avenir de l'innovation universitaire.

# UNIVERSITE DE DOUALA Des étudiants réaffirment leur soutien au Président

► Le président de l'Association des étudiants de la Faculté des sciences juridiques et politiques (Ae-FSJP), Kamto Moyeng Loïc Steve, a informé ses camarades des échanges qu'il a eus avec le Secrétaire général de la Présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh, au cours d'une rencontre jugée décisive.

Par Dilan KENNE, à Douala

**C**ette réunion, loin d'être une simple formalité, est le fruit de la clairvoyance et de la perspicacité du Pr Jean Gatsi. Conseiller technique auprès du recteur de l'Université de Douala et coordonnateur de la Convergence républicaine, ce juriste aguerri a su identifier chez ces jeunes leaders, la flamme de l'engagement et l'énergie du changement. Il a choisi Kamto Moyeng Loïc Steve, aux côtés de deux autres leaders de la FLSH et de l'ENSET de Douala, pour représenter la voix de la jeunesse estudiantine de l'université, directement auprès du sommet de l'État. Le jeudi précédent, à Yaoundé, ces jeunes ambassadeurs ont eu l'opportunité d'échanger avec le Secrétaire général de la Présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh, qui a récemment pris les rênes de la campagne du candidat Paul Biya. Un privilège rare et une marque de confiance qui illustre la place de choix que le pouvoir accorde à la jeunesse. De retour à Douala, Kamto Moyeng Loïc Steve



a rassemblé ses camarades délégués et membres de son bureau pour partager les fruits de cette rencontre. Le Pr Jean Gatsi, invité d'honneur, a salué le rôle joué par le jeune leader, rappelant à quel point une telle audience est une chance inouïe. « Votre président a rencontré le Sgpr. Je vous assure que beaucoup de gens n'ont pas la chance de le rencontrer. Et votre président a beaucoup causé avec lui, et c'est moi qui l'ai choisi pour aller à Yaoundé », a-t-il déclaré, avec une fierté paternelle non dissimulée. Pour appuyer son propos, le Pr Gatsi a offert un soutien financier de 250 000 FCFA à l'Ae-FsJP, une somme loin d'être symbolique. Ce geste, qui témoigne de sa générosité et de sa foi en cette jeu-

nesse, a été accompagné d'un message fort : « Continuons à soutenir la paix et l'amour. Combattons la haine entre les Camerounais. Monsieur le président, tu as de quoi rendre tes camarades heureux ce soir ». Au-delà de l'aspect politique, c'est l'image d'un homme engagé et d'un visionnaire qui se dessine. Le Pr Jean Gatsi, loin des clichés du politicien opportuniste, est un bâtisseur de ponts entre la jeunesse et les hautes sphères du pouvoir, un mentor qui guide la nouvelle génération vers un engagement constructif. La route vers la réélection de Paul Biya passera sans doute par cette jeunesse camerounaise, et des hommes comme le Pr Gatsi sont les architectes discrets de cette dynamique.

# COHESION ET VIVRE ENSEMBLE Les communautés de la Bénoué en harmonie

► La cohésion nationale et le vivre-ensemble étaient à l'honneur, le 15 août 2025, au stade de Roudé Adjia de Garoua. À l'occasion d'une soirée de Réamorçage organisée dans le cadre de la visite de travail du Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, Mounouna Foutsou dans la région du Nord.

Par Lesly AHANDA

**S**ous les chants et les acclamations, le membre du gouvernement a été accueilli par le chef des ressortissants de l'Extrême-Nord, qui a salué la portée inédite de cette rencontre. Les différentes communautés ont rivalisé de couleurs et de rythmes, entre danses traditionnelles Laka, Moussey, Mousgoum et Massa, auxquelles se sont ajoutées des prestations artistiques variées. Un artiste reggae a même rendu un hommage appuyé au président Paul Biya, en évoquant les projets réalisés dans la ville de Garoua. Dans son allocution, le Ministre Mounouna Foutsou



a exprimé sa gratitude pour l'accueil et la mobilisation. Il a félicité les populations pour leur « soutien

sincère et loyal » au chef de l'État, tout en s'engageant à transmettre fidèlement leurs messages. Rap-

pelant que cette soirée illustrait l'esprit du Pronec-Réamorçage, il a insisté sur les valeurs cardinales

que porte ce programme : respect des différences, dialogue interculturel et engagement citoyen. Cette rencontre populaire a constitué l'apothéose d'une visite de terrain entamée la veille, le 14 août, et qui a conduit le ministre à Lagdo, Ngong et Bocklé. Entre séances d'échanges et visites de chantiers, il a inauguré le Centre régional Réamorçage de Sanguéré Ndjoi, visité le Centre multifonctionnel de promotion des jeunes de Lagdo ainsi que le village pionnier de Djalingo. Partout, il a encouragé les jeunes à saisir les opportunités gouvernementales mises à leur disposition, tout en consolidant la cohésion sociale dans la Bénoué.

## ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

# Le Minesup tire la sonnette d'alerte

► Dans un communiqué signé le 14 août 2025, le Ministre de l'Enseignement Supérieur met en garde les étudiants, les familles et le grand public contre une vague de « campagnes de publicité mensongère » diffusées par certains opérateurs privés de l'enseignement supérieur.

Par Paul Marcel MBEMBE

**E**n cette période de recrutement universitaire, des établissements, souvent motivés par un but lucratif, usent d'un « discours de l'enchantement ». Dans le communiqué publié, le Pr Jacques Fame Ndongo, attire l'attention des élèves, parents, médias et acteurs du secteur éducatif sur les dérives observées dans la communication de plusieurs Ipes. Il mentionne que ces écoles utilisent souvent des slogans séduisants et exagérés pour attirer de nouveaux inscrits, vantant de supposées accréditations nationales et internationales, une insertion professionnelle assurée, ou



encore des partenariats prestigieux avec de grandes universités étrangères sans aucune preuve concrète. Or, comme

le rappelle le Chancelier des Ordres Académiques, l'enseignement supérieur au Cameroun est strictement encadré par la loi n° 2023/007 du 25 juillet 2023. Il est écrit : « l'obligation de l'habilitation formelle du Ministre en charge de l'Enseignement Supérieur ». À ce titre, chaque institut privé d'enseignement supérieur (Ipes) doit pouvoir présenter les deux documents essentiels que sont l'autorisation de création de l'institution et les autorisations d'ouverture de ses formations. Afin de garantir la transparence, la qualité et la lisibilité de l'offre universitaire, ces documents doivent être affichés de manière permanente et accessibles au public. En outre, les Ipes sont tenus de mentionner

explicitement dans tous leurs supports de communication les universités d'État ou institutions homologuées sous la tutelle desquelles leurs diplômes sont délivrés. Le Ministre appelle donc les étudiants à la vigilance et les encourage à vérifier systématiquement l'existence des actes d'habilitation avant toute inscription. Cette démarche vise à prévenir les mauvaises surprises, notamment l'invalidité des diplômes obtenus dans des établissements non agréés. Par cette sortie, le gouvernement réaffirme son engagement à préserver la qualité et la crédibilité de l'enseignement supérieur au Cameroun, tout en protégeant les étudiants contre les dérives de certains opérateurs peu scrupuleux.

## IPES

### L'envers du décor

► Dans plusieurs Instituts Privés d'Enseignement Supérieur à travers le pays, des constats alarmants émergent à la lumière de témoignages recueillis sur le terrain.

Par Paul Marcel MBEMBE

**D**errière les brochures reluisantes, les slogans prometteurs et les vitrines numériques bien soignées, se cache parfois une réalité très sombre. Plusieurs Ipes affichent fièrement sur leur site internet ou dans leurs documents promotionnels des logos d'universités canadiennes, françaises ou américaines. Pourtant, ces collaborations relèvent souvent de la pure invention. Fatoumata, étudiante en Licence professionnelle de Génie Informatique, raconte : « On nous a dit qu'on pourrait finir nos études au Canada, grâce à un partenariat avec une université de Montréal. Trois ans plus tard, on découvre que cette université n'a jamais entendu parler de notre école. » Il ne s'agit donc pas de simples malentendus, mais bien de fausses déclarations destinées à attirer des étudiants. Autre pratique courante, l'annonce de bourses partielles ou totales pour les meilleurs élèves ou les plus démunis. Une promesse rarement tenue, selon plusieurs témoignages. Ali, ancien étudiant en gestion, explique : « Lors de mon inscription, on m'a assuré que j'aurais droit à une bourse de 50 % dès ma deuxième année, sous réserve de bons résultats. J'ai eu 15 de moyenne, mais on m'a dit que la bourse dépendait en réalité d'un quota budgétaire qui visiblement n'a jamais existé. » Derrière l'argument commercial de la « bourse d'excellence », il semble



surtout y avoir une stratégie de recrutement agressive, déconnectée de toute réalité financière. Dans certains établissements, les étudiants sont inscrits dans des filières qui manquent cruellement d'encadrement. Il n'est pas rare qu'un seul enseignant, parfois peu qualifié, couvre l'ensemble d'un programme de licence. Plus inquiétant encore, certaines filières ouvertes récemment n'ont aucun personnel enseignant permanent. Des étudiants affirment avoir passé plusieurs semaines sans un seul cours, les enseignants recrutés à la dernière minute ayant abandonné leur poste. La plupart des Ipes imposent un stage obligatoire en fin de cycle. Mais sur le terrain, ils n'accompagnent pas les étudiants dans la quête des entreprises d'accueil. Faute de conventions solides avec des entreprises, les étudiants doivent eux-mêmes démarcher sans aucun soutien. Pierre Ekoume, étudiant en marketing, confie : « On devait faire un stage de

deux mois mais l'école ne nous a donné aucun contact. A nous de nous débrouiller, tout ce qu'ils attendent est un rapport de stage ». Certaines écoles vont jusqu'à accepter des rapports de stage fictifs sans poser de questions. Ce laxisme met en doute la crédibilité des diplômes délivrés. Malgré ces nombreuses failles, plusieurs de ces Ipes disposent d'un agrément ou d'une reconnaissance provisoire du ministère de l'Enseignement supérieur. Mais selon un fonctionnaire ayant requis l'anonymat, « les contrôles sont trop rares et les moyens humains pour les inspections sont insuffisants. » Ce vide réglementaire permet à certains établissements de continuer leurs activités, au détriment de la qualité de l'enseignement et de l'avenir des étudiants. Ces constats, s'ils ne concernent pas l'ensemble des Ipes, révèlent toutefois un malaise structurel profond dans le secteur privé de l'enseignement supérieur.

## EDUCATION

### Stop à la marchandisation

L'éducation ne devrait jamais être un marché. Des établissements privés surgissent à chaque rentrée, promettant de nombreuses innovations. Derrière les apparences d'une modernisation ou d'une « individualisation » des parcours, c'est bien un système marchand qui s'installe, où le savoir se vend, et la réussite scolaire s'achète. Le phénomène n'est plus marginal : écoles privées hors contrat à plusieurs centaines de milles l'année, plateformes en ligne promettant la réussite aux examens nationaux, stages de révision tarifés pendant les vacances, coaching personnalisé pour les concours... Autant de services qui font du système éducatif un terrain lucratif, réservé à ceux qui en ont les moyens. L'éducation devient un produit comme un autre, soumis

aux lois de l'offre et de la demande. Ce business de l'éducation prospère sur les espoirs de parents en quête d'un avenir meilleur pour leurs enfants, et sur la détresse d'une jeunesse en manque de repères. L'État, souvent silencieux ou complaisant, porte aussi sa part de responsabilité. Le contrôle des établissements doit être renforcé, les autorisations accordées avec rigueur, et les contrevenants sévèrement sanctionnés. L'école doit redevenir un lieu de savoir, de rigueur et d'émancipation, et non une boutique où l'on achète son diplôme comme un simple produit de consommation. Il est temps d'agir. Assez d'exploiter la soif d'apprendre pour remplir des poches. L'éducation est un droit, pas une marchandise.

Par Paul Marcel MBEMBE



## CYBERCAFES

# D'espaces connectés à secrétariats de fortune

► Jadis animés, ces salles qui connectaient la jeunesse au monde, sont aujourd'hui en voie de disparition ou transformées en secrétariats bureautiques.

Par Elena ANGOULA

**A**ujourd'hui, on s'y rend pour imprimer un CV, relire un mémoire, faire une photocopie ou scanner des documents. Les étudiants, en particulier, y trouvent un appui précieux pour la rédaction et la mise en forme de leurs travaux universitaires. Les chercheurs d'emploi, eux, y font saisir leurs lettres de motivation ou actualiser leurs dossiers. Nombreux, sont les propriétaires de cybercafés qui ont compris qu'ils ne pouvaient plus survivre uniquement grâce à la connexion internet. Ils ont donc changé de visage et se sont transformés en véritables secrétariats de quartier. Pourtant, il y a encore une dizaine d'années, aller au cybercafé était un rituel. On y entrait pour créer une adresse mail, remplir un formulaire en ligne ou encore discuter sur MSN, Yahoo Messenger et plus tard sur Facebook. Les salles étaient pleines, le bruit des claviers et des imprimantes résonnait en continu, et il fallait parfois pa-



tienter pour avoir un poste disponible. De nos jours, la scène est bien différente. Le téléphone portable et la 3G ont tout changé. Avec un smartphone, on peut envoyer un mail, remplir un dos-

sier, télécharger une application ou faire une recherche sans se déplacer. L'ordinateur, longtemps objet de luxe, a été remplacé dans les usages quotidiens par le téléphone. Conséquence directe : la fréquentation des cybercafés

a chuté brutalement.

### Le cybercafé originel

Pour beaucoup, le cybercafé fut le premier contact avec internet. On y découvrait les moteurs de recherche, on créait ses premiers

comptes et, parfois, on se formait sur le tas. Mais le cybercafé n'était pas seulement un espace de connexion : c'était aussi un lieu social. On y allait en groupe, pour naviguer mais aussi pour jouer en réseau. Les jeux vidéo en ligne y ont connu leurs premières heures de gloire. Certains jeunes y passaient des heures à explorer le web ou à discuter avec des correspondants lointains. Dans la mémoire collective, le cybercafé reste ainsi associé à une époque pionnière, celle où l'internet n'était pas encore dans toutes les poches. Ces espaces, devenus plus silencieux, sont désormais centrés sur les services administratifs et académiques. Le mot « cyber » ne correspond plus tout à fait à ce qu'ils proposent, mais leur rôle reste essentiel dans la vie quotidienne de nombreux citadins. Les cybercafés n'ont donc pas totalement disparu : ils se sont adaptés. De fenêtres ouvertes sur le monde numérique, ils sont devenus les ateliers pratiques de la vie scolaire et professionnelle. Une reconversion silencieuse mais indispensable.



**Anne-Flore Agueb,**  
Conseiller d'orientation

### « À l'époque, se rendre au cybercafé était tendance »

« Des gens y ont trouvé le mariage, le travail. C'est un peu triste de se dire qu'aujourd'hui ils ne servent qu'à la bureautique. À l'époque, se rendre au cybercafé était tendance. C'était un peu comme avoir un iPhone aujourd'hui. J'y allais surtout pour mes exposés au collège. L'endroit était pourtant chaleureux, avec des box privés, et quelques petits événements qui égayaient le quotidien ».

**Mairamou Nkolo,**  
Assistante commerciale

### « On a perdu le côté humain »

« J'y allais surtout pour faire des recherches scolaires ou envoyer des mails, mais aussi pour tchatter sur Facebook ou jouer à Ma Bimbo, le jeu de mode phare de l'époque. C'était un mélange de travail et de loisirs. L'arrivée du smartphone a été un vrai gain de liberté : on pouvait tout faire soi-même, n'importe où. Mais en même temps, on a perdu le côté humain et l'entraide qui régnaient dans les cybercafés. Et c'est peut-être ce qui manque aujourd'hui, cette ambiance de partage. Au cyber, si tu ne savais pas faire quelque chose, quelqu'un t'aidait naturellement ».

**Alexandre Melingui,**  
journaliste

### « À chaque fois que je m'y rendais, il y avait un scandale »

Je décrirais mon expérience dans les cybercafés comme intéressante, inattendue et pleine de surprises. J'y allais surtout pour jouer à des jeux vidéo en ligne, mais il y avait toujours un petit scandale : des habitués qui échangeaient avec les correspondants d'autres, ou parfois même des vols de « minutes ». Aujourd'hui, les cybercafés ont changé : ce sont plutôt des endroits où l'on achète des formats, imprime des documents ou relie des travaux. C'est dommage, mais on fait avec ».



## Crochet ACCES A INTERNET

### Tous équipés, mais pas connectés

À première vue, la fracture numérique semble appartenir au passé. Dans les rues, les taxis ou les campus, presque tout le monde possède un smartphone. Les réseaux sociaux et les applications de messagerie sont devenus des compagnons quotidiens, et il paraît impensable de rencontrer quelqu'un totalement déconnecté. L'idée d'un accès universel à Internet semble donc proche de la réalité. Mais la réalité est beaucoup plus nuancée. Pour beaucoup, la connexion reste un luxe. Les forfaits data sont encore chers et contraignants : certains jeunes doivent choisir entre quelques mégaoctets pour leurs cours ou pour discuter avec leurs proches. Le téléphone seul ne suffit pas ; la qualité de l'appareil et la stabilité de la connexion font toute la différence. La fracture numérique se joue aussi sur le terrain. Dans les grandes villes, la 3G est accessible presque partout, alors que dans les zones reculées, l'internet reste lent ou quasi inexistant. Ainsi, la fracture numérique n'a pas disparu, elle a simplement changé de visage. Posséder un téléphone ne suffit pas : la vraie inégalité se joue sur l'accès, la qualité et la capacité à utiliser pleinement les outils numériques.

Par Elena ANGOULA



## L'ATELIER MOELLEUX GRACE ELANGA

# De la pâtisserie 100% artisanale

▶ C'est une petite entreprise spécialisée dans la confection de gâteaux faits maison, gourmands, savoureux et livrés directement à domicile.



Par Michelle MBESSA

**D**ans un monde où l'autonomie financière devient un véritable défi, surtout pour les jeunes, certaines initiatives se distinguent par leur simplicité et leur efficacité. C'est le cas de Grâce Pauline Elanga, jeune entrepreneure et historienne. Malgré son jeune âge, l'activité affiche déjà un chiffre d'affaires mensuel d'environ 30 000 FCFA, un montant qui peut grimper selon la fréquence des commandes. Pour Grâce, c'est un pas important vers l'indépendance financière. « Mon but est de me faire un peu d'argent de poche d'une manière simple et efficace, tout en faisant connaître mon talent », explique-t-elle. Actuellement, la promotion repose essentiellement sur le bouche-à-

oreille, les réseaux sociaux et le cercle familial. Mais Grâce ne compte pas s'arrêter là. L'objectif à long terme serait peut-être de professionnaliser l'activité, toucher une clientèle plus large, et pourquoi pas, ouvrir une vraie pâtisserie. En attendant, l'activité continue de régaler les papilles, une commande après l'autre.

Lancée en 2025, l'activité a germé d'un objectif clair : valoriser un talent culinaire tout en assurant une rentrée d'argent régulière. « Ce qui m'a poussée à créer cette activité, c'est la recherche d'une autonomie financière et le besoin de faire quelque chose de rentable à plein temps », confie Grâce. À travers ses créations, elle veut faire découvrir son savoir-faire, mais surtout, prouver qu'il est possible de se lancer sans gros moyens. Le fonctionnement de l'atelier est entièrement digi-

talisé et repose sur une stratégie de proximité. Grâce publie ses réalisations sur WhatsApp, principalement à travers des statuts, ainsi que sur Facebook, où elle partage les photos appétissantes de ses gâteaux. Les commandes sont ensuite reçues en message privé, et elle assure elle-même la livraison à domicile, selon la localisation du client. Une méthode simple mais qui porte ses fruits. À L'atelier Moelleux Grâce Elanga, les gâteaux sont faits maison, avec une touche artisanale qui plaît. Les saveurs proposées sont diverses : Citron, orange, yaourt, nature, sont au prix de 3500 FCFA. Chocolat, noix de coco, amandes effilées, marbré sont concoctés à 5 000 FCFA. Ces prix varient selon le parfum choisi, mais tous les cakes ont une chose en commun : une texture moelleuse, fidèle à la promesse du nom de l'atelier.

## HOLIDAYS CLOSING

### Students vendor rounding up

▶ With nothing but a bucket of pineapple slices balanced on his head, 19 year old Kongne Valdex moves through the Coron Siantou headquarters in Yaoundé, hustling to make last minute money for back to school.

By Brigette BATE

**A**s holidays end, students across Yaoundé are counting their earnings from small businesses rather than vacation days. «Fruits, fruits, 100 frs a slice, Kongne Valdex, a fruit seller's voice cuts through the midday bustle as he navigates the Coron Siantou headquarters, offering his services to nearby workers. Unlike stationary vendors, Kongne supplies fruits directly to the spot - a slice for 100 FCFA at times, sometimes 1500 FCFA, but rarely, he says. He has no stand, no fixed location, just a transparent bucket of fresh pineapple and the determination to earn his school fees. «I started with five thousand francs my mother gave me,» he explains, carefully adjusting his fruits in the bucket. «Now I have kept money for back to school.» The small business began the moment holidays were announced. Each morning, Kongne buys pineapples at market price, then transforms them into ready to eat slices in his family's compound. By 10 a.m., he is on the move, strategically position-



ing himself near office buildings when workers take breaks, especially when the sun rises. He is not a seller in school. «This is strictly holiday work,» he says. «I do this only during holidays, be it long term or short term holidays. I sell whatever is in season, it might be fruits or something different like boiled groundnuts, eggs» « He chooses to move around so he does not miss potential customers who want fruits but can not locate any vendors. The bucket on head method serves dual purposes, indirectly adver-

tising his business to passersby. «People see the pineapple and remember they are thirsty,» Kongne laughs, explaining his reason for walking around rather than staying at a stand. The challenges are constant the physical strain of carrying weight for hours is his only challenge for now. As the holiday progresses, so does his business. When schools reopen, Kongne will return to his studies, leaving his bucket behind after having helped both his mother and provided for himself.

## SMALL BUSINESS

### Fruits Used to Prepare back to School

▶ At Mfoundi Market in Yaoundé, there is a small business that keeps the neighborhood fed with fresh, affordable fruits.

By Brigette BATE

**P**ineapples bought from Mfoundi Market for 400 to 500 FCFA very early in the morning leave sellers with enough profit to keep their small businesses running. Kongne says his fruits do not magically appear they come from hardworking farmers in nearby villages like Mbankomo and Bafia, where the soil is rich and the harvests are plentiful. By dawn, trucks and motorbikes loaded with bananas, oranges, pineapples, and mangoes roll into the market ( Mfoundi ). Kon-

gne sorts through the fruits, picking only the best for his customers. His prices are affordable 100 and 150 CFA francs because he buys them at cheaper prices early in the morning, before sunrise. «If a whole pineapple costs 400 francs, it gives me at least six slices, a 200 franc gain, and so on,» Kongne explains. Profit comes when you buy from the first supplier straight from the source. Kongne slices pineapples differently depending on their size. Big pineapples are cut in two while Small pineapples are divided in one. This way, fruits sizes are balanced, leaving customers with no doubt.

